

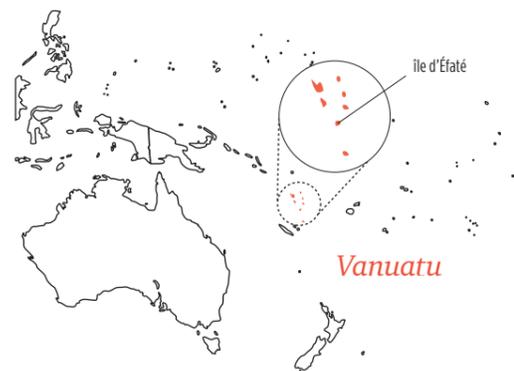


Photos des pages 4 à 7 : Kaku Suzuki

## Revitaliser les zones côtières

Le Vanuatu est un archipel constitué de plus de 80 îles de différentes tailles situé dans l'océan Pacifique, à l'est de l'Australie. Ses zones côtières abritent de riches écosystèmes, notamment des récifs coralliens. Cependant, la demande croissante a mis en danger certaines ressources halieutiques comme le turbo marmoratus, également connu sous le nom de turbo vert. Aujourd'hui, une approche de gestion des ressources basée sur la communauté parvient à reconstituer les espèces côtières de fruits de mer précieuses pour la culture et l'économie du pays.

Un participant à une formation tient dans ses mains deux turbos verts sur une plage du village de Mangaliliu. Ce mollusque précieux est utilisé pour la confection d'objets d'art en nacre, et notamment pour le Konjiki-do (la « salle d'or ») du temple Chuson-ji, un site inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO situé dans la préfecture d'Iwate, au Japon.



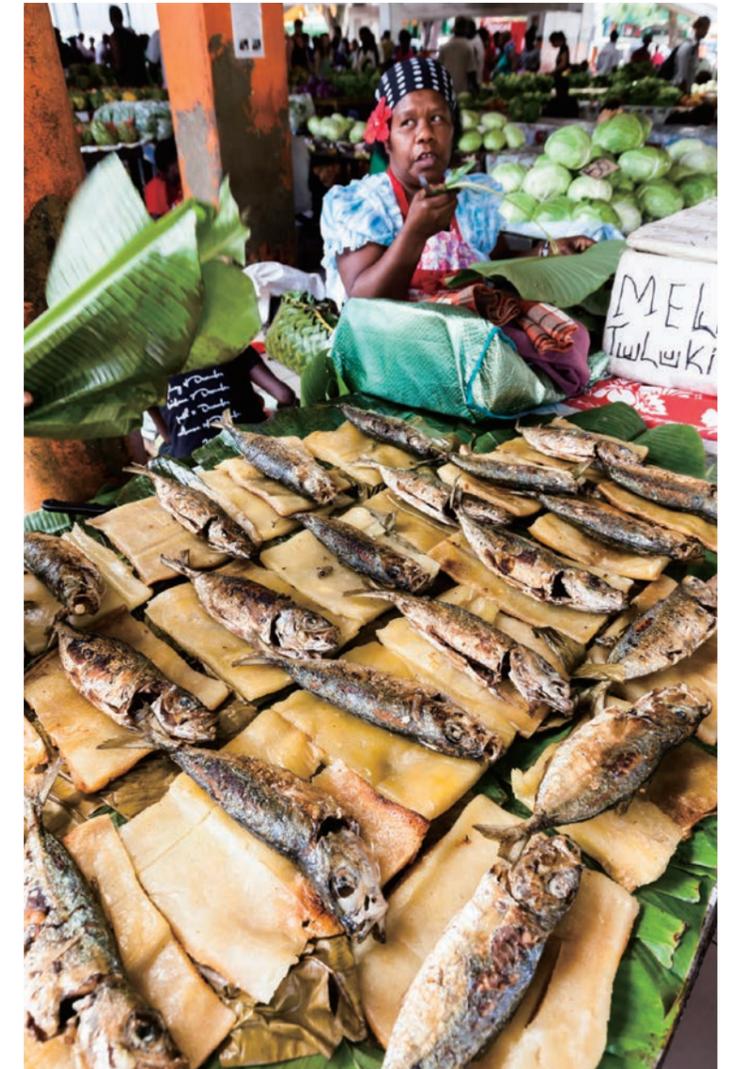
### Face à la disparition du turbo vert : Apprendre la gestion durable des ressources aux habitants

Traditionnellement, la population du Vanuatu trouve sa nourriture dans les eaux peu profondes situées le long des côtes, baptisées localement « zones côtières ». Les femmes ramassent des fruits de mer tandis que les hommes partent pêcher en canoë un peu plus au large. La modernité n'a en rien bouleversé ce style de vie. Cependant, ces dernières années, la population a augmenté tandis que les ressources des zones côtières ont connu un recul rapide. Le turbo vert en particulier, très prisé pour la confection d'objets artisanaux à base de nacre, a été intensément exploité de la fin des années 1980 jusqu'au début des années 1990. Il a presque disparu complètement de l'île d'Éfaté où Port-Vila, la capitale, est située. La perte de cette ressource précieuse s'est traduite par une réduction significative de revenu pour de nombreux pêcheurs.

La bonne gestion est un facteur clé de la restauration des zones côtières riches en ressources. Au Vanuatu, les ressources côtières sont traditionnellement gérées par les communautés locales sous la supervision d'un chef, mais l'efficacité de cette approche s'est avérée limitée. Il n'y avait par exemple aucune approche planifiée de la pêche en dehors des zones interdites.

Le projet de coopération technique de la JICA pour la promotion de la « grâce de la mer » dans les villages côtiers a été lancé en 2006, pour aider le Vanuatu à gérer ses ressources côtières. Les experts de la JICA ont travaillé avec le département de la pêche du Vanuatu (DPV) affilié au ministère de l'Agriculture, de l'élevage, de la foresterie, de la pêche et de la biosécurité (MAEFPB). Ensemble, ils ont décidé de se concentrer sur les bénéitiers géants et les turbos verts, car ce sont des ressources dont la croissance est facile à observer. Lors de la première phase du projet, des naissains ont été relâchés et des crustacés adultes transplantés dans quatre communautés côtières de l'île d'Éfaté ; après cela, un plan de gestion des ressources a été élaboré.

La deuxième phase du projet, qui a commencé en 2011 sur l'île d'Éfaté et deux autres îles, s'est concentrée sur des activités visant à établir une gestion des ressources côtières basée sur la communauté (GRCBC). En utilisant des techniques inspirées des pratiques de gestion des ressources du Vanuatu, dans chaque communauté, un comité GRCBC a été créé par la communauté elle-même sous la direction d'un chef local et, avec les conseils d'experts du DPV, des règles de gestion proactive des ressources ont été élaborées, notamment sur l'établissement de zones ou



Le poisson est une source importante de protéines au Vanuatu. Un pudding à base de poissons appelé lap lap est vendu sur le marché.

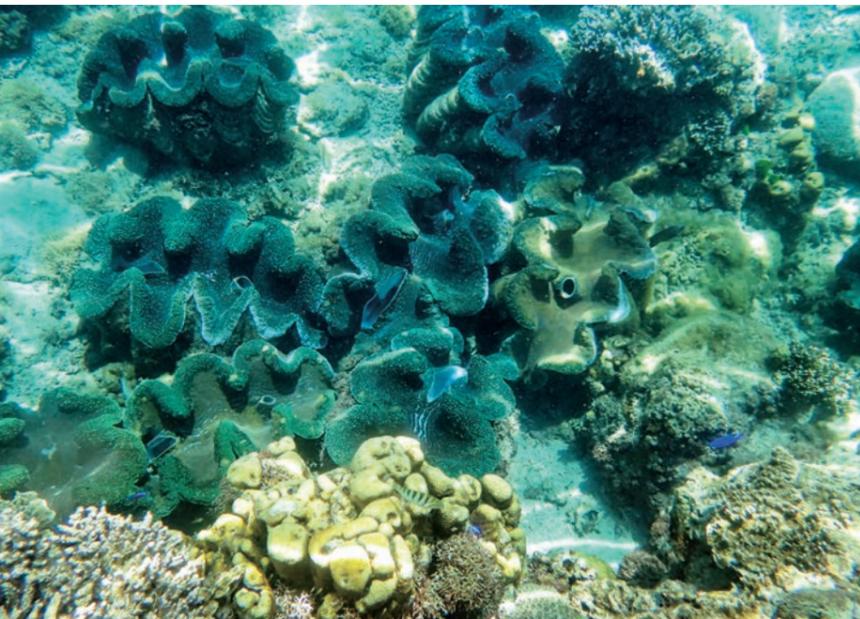
d'espèces interdites à la pêche.

Akiya Seko, consultant senior chez IC Net du Japon et instigateur du comité en tant qu'expert de la JICA, déclare : « Le département de la pêche a proposé d'inclure les jeunes et les femmes, peu écoutés sur le plan politique, dans le comité, c'est pourquoi nous avons stipulé que tous les citoyens pouvaient participer à la gestion des ressources ».

La promotion d'une approche volontaire a permis de sensibiliser les pêcheurs locaux. Par exemple, sur l'île de Lelepa, au nord d'Éfaté, lorsque le super cyclone Pam a balayé l'île, le comité GRCBC a été sollicité pour répondre à la situation d'urgence. Max Kalsong, membre d'un comité GRCBC et agent chargé de la pêche du comité local pour la promotion du projet, a proposé l'ouverture de zones interdites à la pêche pour assurer l'approvisionnement alimentaire. Des mesures similaires ont été prises dans d'autres régions, mais dans de nombreux cas, les zones interdites à la pêche sont restées ouvertes même après la fin de la situation d'urgence. Pendant l'ouverture des zones, Kalsong a supervisé leur utilisation et veillé à ce qu'elles retrouvent leur statut initial un mois après, lorsque d'autres moyens de trouver de la nourriture pouvaient prendre le relais. « Si je n'avais pas



Les pirogues à balancier sont encore fréquemment utilisées au Vanuatu.



Des bénitiers géants près du village de Mangaliliu. Les mollusques mères transplantés des Tonga lors de la première phase du projet ont grandi et sont maintenant cultivés.

appris l'importance de la gestion des ressources en travaillant sur ce projet, j'aurais peut-être moi aussi négligé ces zones », confie-t-il.

Sur l'île d'Anatom, il a été jugé nécessaire de faire comprendre aux clans propriétaires des zones côtières depuis de nombreuses générations les activités de gestion des ressources. Lorsque le comité GRCBC a respectueusement expliqué aux propriétaires les principes de gestion, ils ont compris leur importance. Ainsi, six zones sont passées sous le contrôle du comité et les mesures ont pu être menées à leur terme. Les efforts visant à protéger les turbos verts ont porté leurs fruits. Les turbos verts adultes qui ont été relâchés sur l'île d'Éfaté venaient de l'île d'Anatom. Rewben Neriam, agent chargé de la pêche, déclare : « De grands navires de croisière venant d'Australie et d'autres pays se rendent régulièrement sur l'île. L'augmentation de nos ressources côtières permettra d'accueillir plus de touristes, ce qui nous motivera en retour à gérer encore mieux nos ressources ».

Les résultats montrent que les changements opérés au sein des communautés permettent un rétablissement des ressources. Au début de la troisième phase du projet, en mars 2017, les bénitiers géants et les turbos verts, relâchés sous forme de naissains et d'individus adultes lors de la première phase, se repeuplaient rapidement. « J'ai été très excité d'apprendre la naissance de nouveaux mollusques dans certaines zones d'Éfaté », se souvient Sompert Gereva, responsable au sein de la division recherche et aquaculture du DPV.

#### Formation au village de Mangaliliu : Explorer des modes de vie alternatifs

Le village de Mangaliliu, au nord de l'île d'Éfaté, est l'un des endroits où le retour des turbos verts a été confirmé. En octobre 2017, lors d'activités de formation du personnel du projet, les stagiaires se sont rendus sur les bords de mer et ont cherché avec enthousiasme des mollusques. L'un des membres du personnel a trouvé deux turbos verts plus gros que la palme de sa main et posé pour une photo. Le chef de village, Mor Mor, est lui aussi très satisfait : « Nous avons tenté d'organiser

la gestion des ressources par le passé, mais sans succès. Avec ce projet, nous avons ajusté notre approche en prenant exemple sur l'île d'Anatom et aujourd'hui, les membres de la communauté peuvent gérer ces ressources en accord avec les règles ».

Cependant, l'établissement d'une zone de gestion imposant des limites à l'approvisionnement alimentaire et aux sources de revenus des résidents à court terme, il n'est pas facile d'entretenir la motivation de la population locale. C'est pourquoi le projet vise également une diversification des moyens de subsistance des résidents. Ces efforts comprennent l'introduction de dispositifs d'agrégation des poissons pour la pêche au large ainsi que l'utilisation et la gestion de réfrigérateurs solaires pour soutenir la distribution. Le village de Mangaliliu encourage également la fabrication d'objets d'artisanat à base de coquillages par des femmes. Parallèlement à la fourniture de matériel pour polir les coquillages, des experts japonais ont rencontré des femmes du village pour leur expliquer comment améliorer les coûts de production et le design de leurs objets. Un label écologique local a été créé pour indiquer que ces produits ont été fabriqués par des groupes attentifs à la gestion des ressources côtières.

George Frank, agent chargé de la pêche sur l'île d'Emae, et Wilson Roy Peter, représentant d'un organisme de gestion des ressources de l'île appelé Fenuataii (ce qui signifie « la terre et la mer » dans la langue locale) ont participé à la formation et se sont intéressés à cet artisanat local. Le projet va démarrer sur l'ensemble de l'île d'Emae en 2018. « Nous avons déjà fixé les zones interdites à la pêche, mais nous n'avons pas établi d'approche de gestion,



**Haut :** Amos, du DPV (deuxième à gauche) explique le contenu du débat à un participant.

**Bas :** Mor Mor, le jeune chef du village de Mangaliliu. Depuis qu'il a pris la succession de son prédécesseur décédé en 2016, le chef promeut activement une bonne gestion des ressources.

nous espérons donc apprendre beaucoup de l'expérience des autres villages », confie-t-il avec impatience.

Après une visite d'étude du village, les stagiaires se sont réunis afin d'organiser des débats en petits groupes. « Compte tenu des efforts menés par le village de Mangaliliu, dites si vous jugez cette approche durable ou non, selon quatre perspectives comprenant les ressources et l'économie », propose George Amos, de la division développement et capture du DPV. Ce dernier travaille avec des experts japonais afin de mettre en œuvre une gestion communautaire des ressources dans chaque communauté. Seko et les autres observent en silence alors qu'Amos anime les sessions de formation. L'objectif est de sensibiliser les participants à des enjeux tels que savoir qui est responsable de la prise de décisions et qui est affecté par ces décisions.

Au départ, ce projet adoptait une approche descendante et les membres du personnel du DPV avaient tendance à imposer leurs idées aux communautés. Ces attitudes ont changé, explique Amos en regardant en direction des experts japonais qui ont apporté un soutien à la fois chaleureux et respectueux aux habitants. « De manière générale, nous adoptons une approche descendante, mais je me suis pour la première fois familiarisé avec une approche nouvelle, un moyen d'aller de l'avant basé sur la communauté », conclut Amos.

Amos a également suggéré que Seko encourage la participation du gouvernement provincial à ce projet. En réponse, Seko a commencé à réfléchir au développement d'une structure pour la création d'un plan de gestion des ressources centré autour d'un conseil local au sein de chaque gouvernement provincial. Chaque conseil local serait responsable de la planification du développement dans sa zone. « Les communautés ne comprendraient pas bien si elles recevaient des instructions différentes selon les organismes, notamment en matière de gestion des ressources par le département de la pêche et en matière d'hygiène par le département de la santé. Si les comités locaux expliquent aux habitants en quoi la gestion de ressources est liée à d'autres domaines et comment ce travail peut permettre le développement de la communauté, cela facilitera la compréhension des communautés, rendant possible la présentation d'un plan de développement intégré et complet aux membres du projet », explique Seko. Sur l'île d'Emae, Christopher Daniel, secrétaire local chargé du plan au sein du comité local, travaille sur ce projet en intégrant pleinement cette volonté de coopération. « Nous développons actuellement des plans de développement non seulement pour la gestion des ressources, mais aussi autour de six secteurs clés, notamment l'agriculture, la jeunesse et l'aide aux handicapés. Nous travaillons avec une vision globale en prêtant attention aux liens entre les domaines ».

#### Au-delà du projet : Encourager une gestion basée sur la communauté

Le projet encouragera également l'industrie de la pêche dans des domaines tels que l'élevage du tilapia, le développement de routes de distribution efficaces, et la transformation de produits halieutiques, notamment de poissons séchés ou fumés. William Naviti, directeur par intérim du département de la pêche, envisage l'héritage du projet : « J'ai été impressionné par ce projet : il ne s'agit pas seulement de fournir du matériel, mais aussi de prendre le



**Haut :** Une femme du village de Mangaliliu tricote un sac avec des feuilles de pandanus. Ces objets sont vendus avec l'artisanat en nacre à la boutique de souvenirs située à l'entrée du village.

**Bas :** Des bijoux en nacre avec leur label écologique. Les volontaires japonais pour la coopération à l'étranger affiliés au DPV ont collaboré à la création du label.

temps de changer la façon de penser de la population locale. Nous avons formulé une nouvelle politique de la pêche à la fin de l'année 2016 et intégré la promotion de la gestion des ressources côtières basée sur la communauté dans cette politique. Cela montre notre détermination à poursuivre ces activités au-delà du projet ».

Nepcevanhas Benjamin Shing, directeur général par intérim du MAEFPB, joue un rôle clé pour aligner le projet avec la politique globale menée par le gouvernement. Il a participé à la formulation du plan national pour le développement durable du Vanuatu, « Vanuatu 2030 », qui repose sur trois piliers : la société, l'environnement et l'économie.

Traditionnellement, les plans de développement du gouvernement se concentraient principalement sur les aspects économiques. Vanuatu 2030 adopte une triple approche de fond intégrant des éléments environnementaux et sociaux dans les problématiques de développement. Il reconnaît que les aspects environnementaux et sociaux sont tout aussi importants et intimement liés aux aspects économiques pour atteindre une croissance socio-économique durable. Shing estime que les projets de la JICA incarnent parfaitement cet état d'esprit et contribuent à l'illustrer.

À travers ces efforts, le Vanuatu reprend à son compte la vision du Japon consistant à chercher des moyens de coexister avec la nature. Les îles Salomon, pays voisin du Vanuatu, manifestent beaucoup d'intérêt pour ces expériences, et la JICA y mène des études de terrain dans la perspective de commencer un nouveau projet. Le Japon continuera d'accompagner la gestion des ressources côtières basée sur la communauté, une approche qui commence à s'étendre à travers tout le Pacifique.



Benjamin Shing, directeur général par intérim du ministère de l'Agriculture, de l'élevage, de la foresterie, de la pêche et de la biosécurité du Vanuatu.